

Comment l'Église tente de se positionner sur les retraites

— Le projet de loi sur la réforme des retraites, présenté lundi 23 janvier en conseil des ministres, est au cœur des préoccupations des Français.

— Appuyés sur la doctrine sociale, les catholiques, malgré leurs différentes sensibilités, tentent de faire entendre une voix particulière dans un débat clivant.

Les catholiques ont-ils quelque chose à dire sur la réforme des retraites ? Si l'Église au sens large intervient très régulièrement sur les questions de bioéthique ou encore d'accueil des migrants, elle se montre, en France, plus prudente dans le champ économique et social. Entre légitimité atteinte par la crise des abus, doute sur leur capacité à être audibles ou manque de temps pour creuser le sujet, il est manifeste que peu d'évêques s'aventurent à aborder frontalement le sujet des retraites. Contrairement à 2010, lors de la dernière grande réforme.

Parmi ceux qui ont pris la parole, Mgr Xavier Malle, évêque de Gap, ou Mgr Éric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims et président de la Conférence des évêques de France (CEF), sur RCF, au lendemain de la journée de mobilisation contre le projet de loi. Ce dernier a insisté sur la place à accorder aux plus âgés sur le marché du travail.

« Nous n'avons pas vocation à mener des actions, c'est le rôle des syndicats en particulier. En revanche, nous avons, je crois, une parole spécifique à proposer, explique Jean-François Courtille, l'un des trois secrétaires nationaux de l'ACO. Nous souhaitons, avant tout, mettre en avant la dignité des travailleurs et travailleuses. » « Il nous paraît très important que tous les catholiques engagés, à tous les niveaux, portent cette attention pour la justice économique et sociale », poursuit-il.

Mais faut-il dans ce domaine attendre seulement une parole de l'épiscopat ? Au-delà des prêtres et des évêques, l'Église se positionne sur la réforme des retraites par l'engagement des laïcs au sein des différents mouvements catholiques impliqués dans la vie économique et sociale, comme le Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC) ou le Mouvement



Le 19 janvier, des manifestants se sont rassemblés à Paris contre la réforme proposée par le gouvernement. Vincent Isore/IP3 Press/MaxPPP

chrétien des retraités (MCR). Avec parfois des options divergentes.

Ainsi, l'Action catholique ouvrière (ACO) a manifesté contre la réforme, au même titre que la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC). « Nous n'avons pas vocation à mener des actions, c'est le rôle des syndicats en particulier. En revanche, nous avons, je crois, une parole spécifique à proposer, explique Jean-François Courtille, l'un des trois secrétaires nationaux de l'ACO. Nous souhaitons, avant tout, mettre en avant la dignité des travailleurs et travailleuses. » « Il nous paraît très important que tous les catholiques engagés, à tous les niveaux, portent cette attention pour la justice économique et sociale », poursuit-il.

Toutefois, une même attention aux grands principes comme le souci de la dignité de la personne n'aboutit pas à une même position. Les Entrepreneurs et dirigeants chrétiens (EDC) n'ont pas prévu de s'exprimer d'une voix commune sur la réforme des retraites mais suivent le débat de très près.

« Le régime des retraites est un bien commun dont il faut assurer la pérennité, insiste Pierre Guillet, président des EDC. Sans doute que les chrétiens sont trop timides pour donner leur avis sur tout ce qui touche au travail et à l'économie : cela fait partie de la vie. »

Dans quel lieu peut s'élaborer une pensée chrétienne dans ces domaines ? Le Centre de recherche et d'action sociales (Ceras), les Semaines sociales ou encore le Centre Sèvres – qui organise une

conférence sur les retraites le 7 février – offrent un cadre pour un débat d'idées. Le groupe de travail lancé à la CEF, fin 2019, pour permettre aux différents mouvements d'Église de se parler sur la réforme des retraites, n'a, lui, pas encore été réactivé.

Coordinateur de ce groupe, le jésuite Grégoire Catta, directeur du service famille et société de la CEF, défend avec conviction que les questions sociales agitant le pays ne sont « pas étrangères à notre foi ;

elles le sont autant que les questions sociétales ou de bioéthique. « Nous avons sans doute besoin de le rappeler », estime-t-il, tout en mentionnant le pape François qui accorde une place majeure à la question sociale dans son souci d'évangélisation.

Un encouragement à s'engager, mais en s'appuyant sur quelles ressources ? « La dernière grande encyclique sociale, c'est Fratelli tutti, qui se structure autour de la méditation de la parabole du Bon Samaritain, insiste Grégoire Catta. Cela ne va pas nous dire s'il faut bouger l'âge légal de départ à la retraite, mais cela nous permet de nous poser les bonnes questions avec le souci des plus faibles et des plus fragiles. » Plus largement, selon le jésuite, la doctrine sociale de l'Église offre – « non pour dire au nom de l'Église qu'il faut telle ou telle réforme des retraites » – un appui pour évaluer un projet de loi à l'aune de grands principes : la solidarité, l'option préférentielle pour les pauvres ou encore la poursuite du bien commun.

Arnaud Bevilacqua

Gilets jaunes, quand l'épiscopat prenait part au débat

Le dernier exemple d'engagement public de l'Église catholique, et en particulier des évêques, dans le champ économique et social, remonte à la crise des gilets jaunes en 2018-2019. En décembre 2018, un mois avant que le président Macron ne lance à son tour un grand débat national, le Conseil permanent de la Conférence des évêques de France avait publié un appel au dialogue et au débat pour contribuer à une sortie de crise, en s'appuyant sur le maillage territorial des paroisses. Après cette invitation à agir, des paroisses ont apporté leur part en organisant des soirées d'échanges et de débats.